

est un but qui ne peut que se recommander très clairement et très distinctement à l'esprit de tous ceux qui désirent voir un peuple uni et heureux habiter ce territoire de l'Amérique Britannique du Nord, s'étendant d'un océan à l'autre sous l'égide protectrice de la constitution et de la couronne anglaise. Nous n'avons, dans mon humble opinion, à choisir qu'entre deux états politiques futurs. Nous avons d'un côté l'occasion de nous constituer en nation, capable de nous protéger avec l'aide de la mère-patrie, et de croître en richesse et en prospérité sous cette forme d'existence. D'un autre côté, nous avons la perspective d'une absorption certaine, et à une époque peu éloignée, par les Etats-Unis. Il n'y a pas d'alternative. (Approbation ironique de la gauche.) Il nous faut ou adopter l'une ou nous résigner à l'autre. Je n'ai aucun doute qu'une immense partie de la population ne voudrait pas consentir à rester ici, et à se résigner à la dernière alternative, mais que, comme les anciens loyalistes de l'empire-uni, elle abandonnerait tout ce qu'elle possède, plutôt que de cesser d'avoir la protection du drapeau britannique et de porter le nom de sujets anglais—d'hommes dont la loyauté n'est pas seulement un sentiment des lèvres, mais chez qui elle forme autant un élément constitutif du sang, que le principe vital lui-même. (Ecoutez ! écoutez !)

Je suis convaincu, M. l'ORATEUR, qu'il n'y a pas d'autre alternative,—pas d'autre choix pour nous, que de chercher à concentrer la puissance anglaise et le sentiment britannique sur ce continent, ou tomber dans les bras du gouvernement républicain des Etats-Unis. (Ecoutez ! écoutez !)

Et, M. l'ORATEUR, lorsque nous examinons l'étendue du domaine qui nous est ouvert, lorsque nous réfléchissons que nous poserions un pied sur l'Atlantique et l'autre sur le Pacifique, et que nous nous rappelons l'immense, salubre et fertile territoire qui existe entre nous et les Montagnes Rocheuses, ces riches vallées de la Saskatchewan et de l'Assiniboine, dont on dit que la fertilité est bien supérieure et est certainement égale à celle d'aucune partie de ce continent,—lorsque nous pensons à ces vallées et à l'immense population que l'on pourrait y jeter de l'ancien monde, pour développer leurs ressources et amener leurs trésors sur nos marchés par la voie des lacs,—je dis que lorsque nous voyons tout cela, nous voyons s'élever pour nous un avenir qui me

paraît, et qui devrait paraître aux autres si brillant, que personne ne devrait hésiter à l'accepter plutôt que la seule autre alternative—de tomber par petites provinces dans les Etats-Unis, où nous ne pouvons qu'être écrasés par le fardeau de leurs taxes. (Ecoutez ! écoutez !)

Mais certaines personnes disent que nous éviterons les taxes en nous donnant aux Américains,—qu'ils seraient prêts à nous recevoir demain et consentiraient à ne nous imposer aucune taxe, pour le remboursement de leur dette créée par la guerre ; mais cette idée n'est-elle pas chimérique, puisqu'ils n'entretiennent aucun doute, qu'ils peuvent nous envahir et nous conquérir n'importe quand, et nous forcer de partager leur dette et de payer la nôtre. Quant à nos espérances sous le rapport de la colonisation et de l'extension de notre population et de nos richesses, voyez ce que nous pourrions faire pour attirer les immigrants de l'ancien monde sur notre territoire. Mais ici je dois dire un mot d'un point du projet qui a été adopté par la chambre, et que j'espère voir changer. Je crois que l'on a commis une fatale erreur, en plaçant les terres publiques entre les mains des gouvernements locaux, qui pourront faire des règlements contraires relativement à l'immigration, et qui tendront à retarder plutôt qu'à seconder l'établissement du pays. Toutes ces terres auraient dû être placées sous le contrôle du gouvernement général, afin qu'il pût adopter un système uniforme d'immigration. Quand nous regardons le Haut-Canada et que nous voyons que sur ses quatre-vingt millions d'acres de terre, il n'y en a que treize millions et demi entre les mains de propriétaires,—une moyenne de neuf acres par habitant,—quand nous voyons l'immense quantité de terres de ce pays, propres à la culture, qui ne sont pas encore utilisées, nous ne pouvons nous empêcher d'en venir à la conclusion, que nous avons un vaste champ ouvert à l'immigration, qui devrait être placé sous le contrôle du gouvernement général, et non pas laissé à la spéculation des gouvernements locaux. Eh bien ! M. l'ORATEUR, lorsqu'on voit tout cela, et que l'on comprend et sait que le grand changement qui sera opéré par cette union nous donnera tant de choses désirables, je dis que l'immensité des intérêts qu'il embrasse devrait nous recommander, le plus fortement possible, un changement de la nature de celui dont j'ai parlé,—changement qui tendrait à placer ce pays sur un